

Questions orales

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, le député soulève un problème qui se fait de plus en plus pressant depuis quelques années. Je crois qu'il devrait reconnaître au Canada le mérite d'avoir pris l'initiative des discussions en vue de résoudre ce problème.

M. Blackburn (Brant): Il était temps que vous fassiez quelque chose.

Des voix: Bravo!

M. Mayer: Nous avons eu la chance de rencontrer hier à Vancouver les cinq principaux exportateurs de grain et d'utiliser l'initiative prise par notre premier ministre au sommet de Tokyo en vue d'obtenir que les questions relatives au commerce des céréales soient discutées. Cette initiative nous a été très utile au cours des discussions d'hier et je crois qu'elle nous a permis de réaliser des progrès.

M. Axworthy: Comme quoi? Donnez-nous un exemple.

L'AIDE DU GOUVERNEMENT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, pourquoi un secteur agricole très productif et de grande valeur doit-il attendre si longtemps l'aide du gouvernement quand des banquiers et des spécialistes de la prise de contrôle peuvent obtenir des millions de dollars en quelques semaines? Les agriculteurs canadiens attendent depuis six mois qu'on leur offre quelque chose.

Des voix: Dans le mille!

Des voix: Bravo!

M. Benjamin: C'est leur priorité.

M. Rodriguez: Expliquez-nous ça, Charlie.

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, les agriculteurs canadiens savent très bien qu'ils n'ont pas eu longtemps à attendre l'intervention du gouvernement. Nous avons agi très rapidement en faveur de l'agriculture canadienne.

M. Rodriguez: Qu'avez-vous fait par exemple?

M. Mayer: Au cours de l'année civile 1985, le gouvernement a versé environ 1.5 milliard de dollars en aide directe aux agriculteurs de l'Ouest. Le ministre des Finances a trouvé d'autres fonds pour réduire les taxes sur le carburant agricole.

M. Hovdebo: Ils sont toujours au bord de la faillite, Charlie.

M. Mayer: Cela les a certainement aidés et nous aidons aussi d'autres producteurs, comme le prouve la réunion que nous avons organisée hier à Vancouver.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE DROIT DE DOUANE IMPOSÉ PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LES BARDEAUX DE CÈDRE CANADIENS—L'INCIDENCE SUR L'EMPLOI EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Le gouvernement, de façon bien maladroite, jette de l'huile sur le feu de la guerre commerciale avec les États-Unis. Il est clair, d'après les arguments avancés aujourd'hui par le ministre des Finances et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qu'ils profitent de la situation pour effrayer les Canadiens et les pousser à croire que la seule solution est un accord commercial global avec les États-Unis. Le Canada ne peut pas remporter une guerre commerciale avec les États-Unis, pas plus qu'il ne peut régler ainsi le problème des 4,000 emplois perdus en Colombie-Britannique.

Quelles mesures précises le gouvernement a-t-il prises, soit pour convaincre le président d'annuler le droit de douane, ou pour sauver les 4,000 emplois en cause en Colombie-Britannique? C'est ce qui intéresse réellement la population.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le chef de l'Opposition est arrivé en retard à la période des questions et n'était peut-être pas ici lorsque cette question a été posée par le député de Kamloops—Shuswap.

Mme Copps: Qui n'a pas obtenu de réponse.

M. Clark (Yellowhead): J'ai énuméré les mesures que nous avons prises.

Pour ce qui est de l'allégation de guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis, destinée à instaurer la peur au pays, disons qu'il n'existe rien de tel. La guerre commerciale se livre aux États-Unis entre les tenants et les opposants du protectionnisme. Le Canada court un risque réel dans ce conflit qui fait rage aux États-Unis. C'est pourquoi il est si crucial que le gouvernement du Canada s'acquitte de son devoir. Nous sommes ravis que les premiers ministres des provinces, contrairement à l'Opposition, soient prêts à travailler avec nous pour que le gouvernement du Canada puisse faire son devoir et tenter d'en arriver au meilleur arrangement possible pour protéger les intérêts des Canadiens.

• (1440)

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, c'est une explication assez faible pour justifier une incompetence incroyable. Maintenant, on a provoqué une guerre tarifaire avec les États-Unis.

LA PRÉSUMÉE PERTE DE 4,000 EMPLOIS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse donc, étant donné les circonstances, au ministre. Que va faire le gouvernement pour sauvegarder les 4,000 emplois en Colombie-Britannique? Quelle était alors la raison originale pour cette situation? Donnez-nous l'action précise.